

Economie - Chapitre 3 -**Les domaines d'intervention de l'État****- Découvrir -****QR code : Google drive classe****Programme**

THEME	NOTIONS	CONTEXTE ET FINALITES DE L'ETUDE
<p>8. Quelle est l'efficacité de l'intervention sociale de l'État ?</p> <p>8.1. Les domaines d'intervention</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les inégalités et la justice sociale - La protection sociale - Les logiques d'assurance et d'assistance - Le traitement social du chômage 	<p>La politique sociale poursuit des objectifs de réduction des inégalités, de justice et de solidarité sociales, dans un contexte où l'exclusion et la pauvreté demeurent. La solidarité nationale est assurée essentiellement par la redistribution verticale tandis que l'assurance collective (protection sociale) protège plus particulièrement des risques sociaux (santé, vieillesse-survie, famille-maternité, emploi, pauvreté et exclusion sociale). Deux logiques peuvent donc présider à la protection sociale : une logique d'assurance et une logique d'assistance ou de solidarité attachée à l'idée de justice sociale.</p> <p>Ces objectifs se traduisent par les prestations offertes par les organismes de protection sociale.</p> <p>Le chômage est également considéré comme un risque social dont le traitement par l'État vise à en rendre supportables les conséquences économiques et sociales pour le salarié (indemnisation du chômage).</p>

I – Solidifier les acquis de première pour mieux construire les savoirs de terminale (page 2 à 8)

II – Terminale : Pourquoi mener une politique sociale ? (page 8 à 13)

III – Comment la politique sociale de l'Etat se concrétise-t-elle ? (p14 à 16)

I – Solidifier les acquis de première pour mieux construire les savoirs de terminale

A. Quelques notions économiques à maîtriser de première

A.1. Valeur ajoutée : calcul et utilité

1. Calcul de la valeur ajoutée

Prenons un exemple simple,

Exemple : Compte de résultat de la société X

CHARGES		PRODUITS	
Achat de marchandises	180 000	Vente de marchandises	
Travaux d'entretien ou de réparation	10 000		
Publicité	10 000		
Transports de biens	40 000		
Impôts, taxes et versements assimilés	50 000		
Rémunération du personnel	80 000		
Charges de sécurité sociale	50 000		
Charges d'intérêts	20 000		
Dotations aux amortissements	30 000		
Total des charges	470 000	Total des produits	500 000
Solde créditeur : Bénéfice	30 000		
Total général	500 000	Total général	500 000

Questionnement :

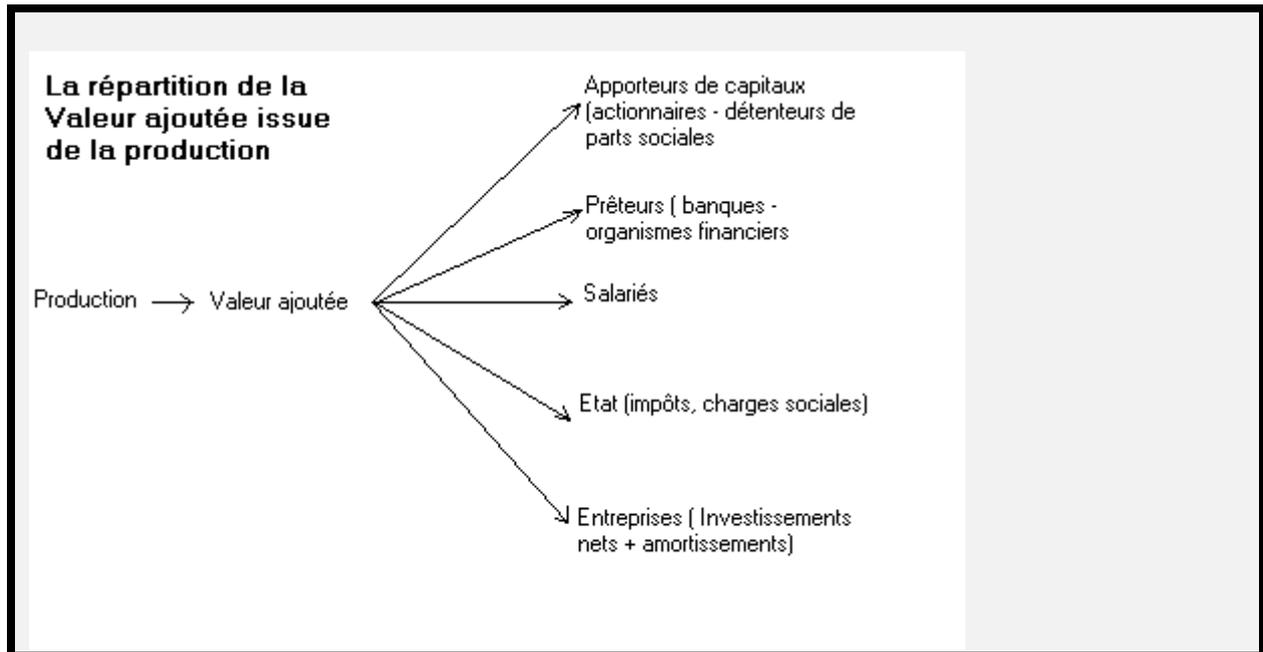
-  Encadrer le chiffre d'affaires de la société X puis retrouver par le calcul le résultat généré par cette société.
-  Surligner les consommations intermédiaires puis retrouver la valeur ajoutée générée par la société X.
-  A quoi correspondent les autres charges que vous n'avez pas surlignées ?

2. Utilité de la valeur ajoutée pour les agents économiques

La valeur ajoutée constitue la création de ... d'une entreprise. Elle est répartie entre les différents ... ayant contribué à sa ...

✎ Compléter les mots manquants dans la phrase ci-dessus.

Schéma de la répartition primaire des revenus



✎ Justifier le fait que l'Etat perçoit des impôts sur la production des entreprises en illustrant votre propos par un exemple.

A.2. Répartition primaire/secondaire des revenus

Document n°1 : Répartition primaire et secondaire (Rappel de première)

L'activité économique conduit à la création de richesse (VA). Par suite, la répartition des revenus a pour objet le partage de ces mêmes richesses entre les agents économiques. **Ainsi la répartition constitue une grande fonction qui s'insère parmi les deux autres grandes fonctions que sont la production et la consommation.**

Toutefois, les revenus des agents économiques en général et des ménages en particulier se construisent en deux phases successives : une répartition primaire qui correspond au partage de la richesse créée par les agents ayant participé à la production suivie d'une répartition secondaire qui résulte, elle, de l'intervention de l'Etat par le jeu de prélèvements et de versements entre ces mêmes agents économiques.

A ce titre, la redistribution constitue l'une des fonctions essentielles de l'Etat moderne et fait référence à un enjeu économique et social de premier plan, celui de la protection sociale.

Questionnement :

-  Rappelez la définition de la notion de valeur ajoutée
-  Que permet la création de richesses au niveau des acteurs y ayant contribué ? Comment appelle-t-on ce mécanisme ?
-  En déduire le sens de la phrase en gras dans le document 1
-  Qu'est-ce que la répartition secondaire ? Comment est-elle effectuée ?

Document n°2 : Les deux niveaux de répartition des revenus

- 1° niveau : répartition de la production.
- 2e niveau : prélèvements obligatoires par l'état sur les revenus primaires et redistribution.

*** Au 1° niveau, c'est-à-dire celui de la répartition de la production,** on parle de répartition « fonctionnelle ».

Tous les agents économiques qui participent à la production perçoivent une rémunération -- les prêteurs de capitaux perçoivent un intérêt (banques et organismes financiers), les apporteurs de capitaux perçoivent un dividende (actionnaires ou détenteurs de parts sociales), les salariés perçoivent un salaire, etc....

La production est donc directement à la source du revenu dit « primaire ». Le revenu primaire correspondant au revenu directement issu de la production.

*** Au 2e niveau, l'état et les collectivités territoriales procèdent à des prélèvements obligatoires** sur ce revenu primaire et les redistribuent ensuite sous forme de revenus de transfert pour corriger les inégalités.

Les prélèvements obligatoires sont constitués des cotisations sociales et des impôts (impôt sur le revenu des personnes physiques, impôt sur les sociétés, impôts locaux tels que taxe d'habitation, taxe foncière, etc.).

La redistribution s'effectue sous forme de revenus de transfert -- il s'agit par exemple des indemnités de maladie, de chômage, du RMI, des prestations sociales et des services gratuits que l'état peut fournir.

Si l'on ajoute au revenu primaire les revenus de transfert et que l'on retranche les prélèvements obligatoires, on obtient donc le revenu disponible.

Le revenu disponible se répartira ensuite en consommation et en épargne.

Question de réflexion :

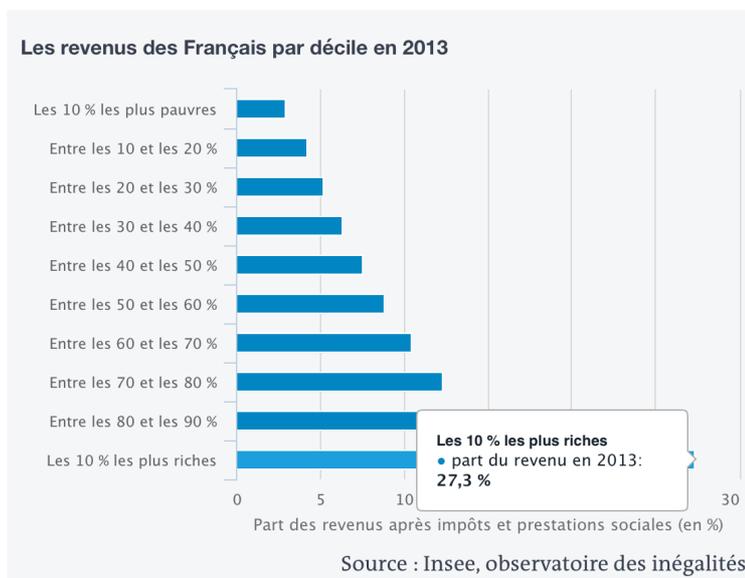
Selon vous, quels enjeux revêt la répartition secondaire ?

B. Je fais le lien entre les prérequis de première et le programme de terminale

B.1. L'inégale répartition de la richesse

Les inégalités peuvent être saisies suivant deux grandes familles de revenus : les **revenus d'activité** d'une part et les **revenus de la propriété** d'autre part.

1. Les disparités des revenus d'activités

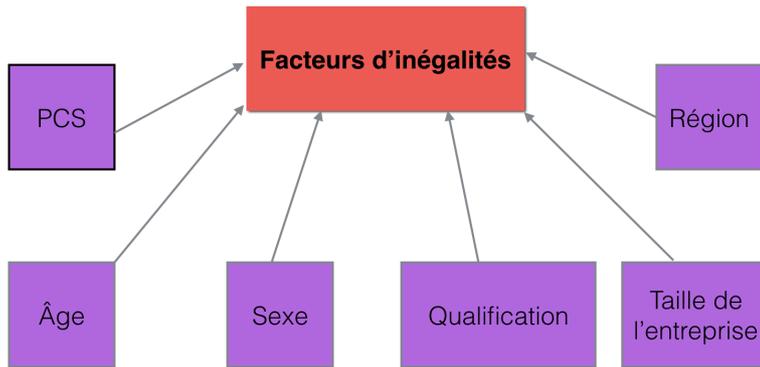


✎ Quel est la part du revenu affectée au 10% des Français les plus riches ?

✎ Que révèle ce graphique ?

Document n°3 : Des décalages qui s'amplifient dans le temps.

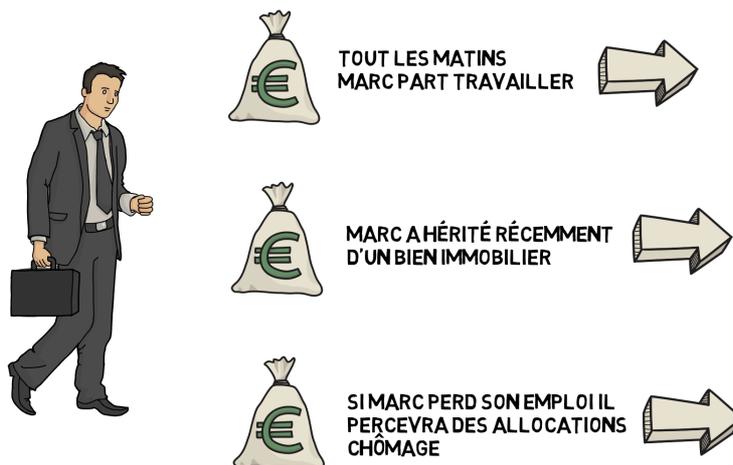
Ces inégalités tendent à s'amplifier, puisque les augmentations de revenus ne profitent pas également à tous : entre 2003 et 2013, les plus modestes ont gagné en moyenne 2,3% de pouvoir d'achat alors que sur la même période, les 10% les plus riches ont vu leurs revenus augmenter 20 fois plus (42,4% de hausse).



Document n°4 : Facteurs d'inégalités de revenus

Pour chacun de ces critères, on observe des inégalités ainsi, un cadre touche un salaire en moyenne plus de 2,5 fois supérieure à celui d'un ouvrier ou d'un employé (critère PCS) ... ou encore un salarié de sexe masculin à temps complet perçoit en moyenne une rémunération nette supérieure de près de 25% à celle d'une femme (critère sexe).

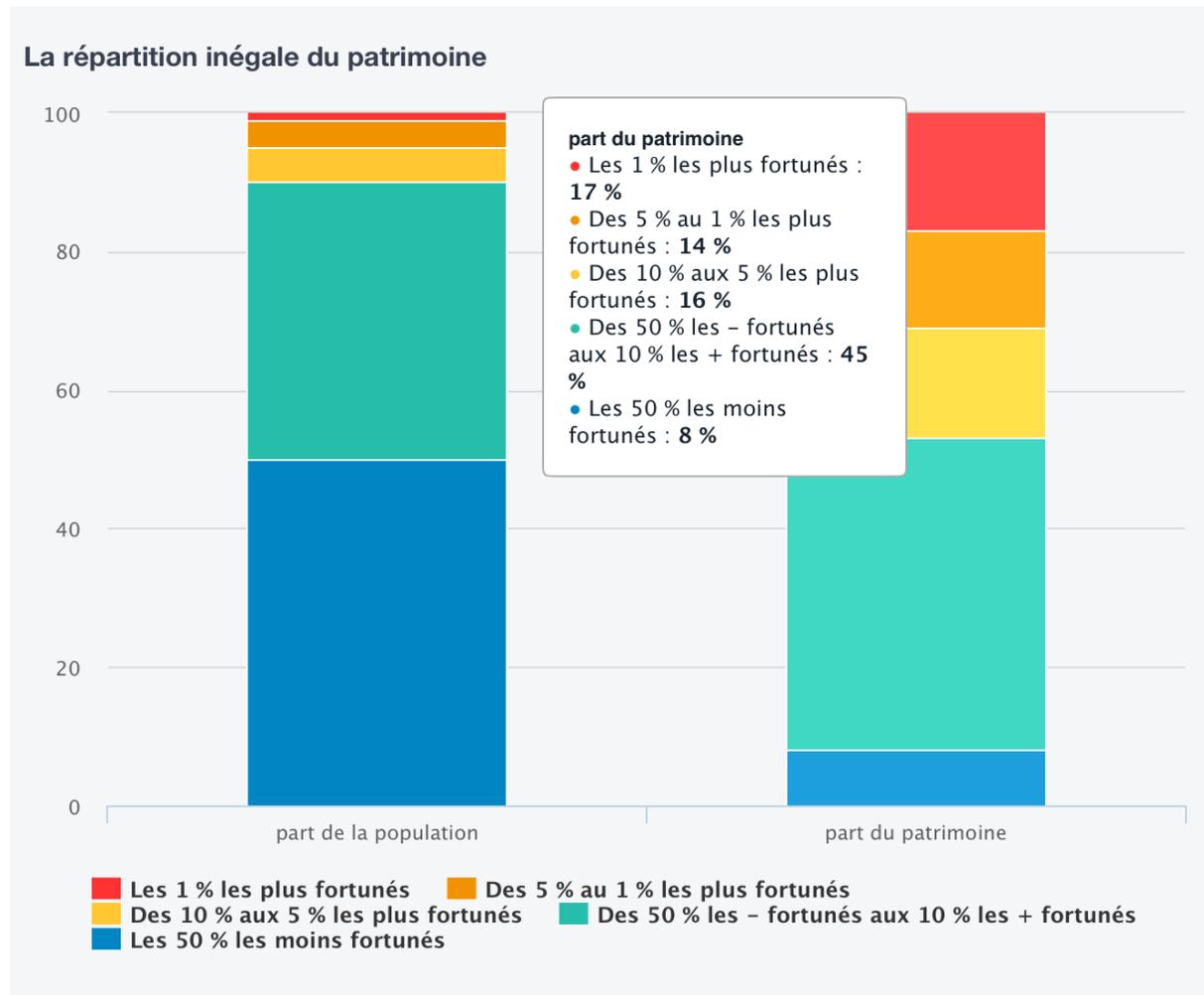
L'interprétation de ses inégalités salariales pose certains problèmes, car les facteurs interagissent les uns avec les autres et les interprétations peuvent être multiples : ainsi pour prendre un exemple classique les inégalités entre salaires masculins et féminins tiennent à un phénomène de discrimination à emploi équivalent, mais aussi à l'occupation par les femmes de postes en moyenne moins qualifiés, ou encore à une fréquence plus grande du chômage et du temps partiel chez les femmes, etc.



✍️ Rappelez ce qu'est le revenu d'activité et d'où est-il issu.

- ✍ Indiquez devant chaque flèche la nature du revenu perçu par Marc ou qu'il percevrait.
- ✍ Marc possède un revenu disponible de 2000 euros par mois. Qu'est-ce que le revenu disponible ?

2. Les inégalités des revenus de la propriété



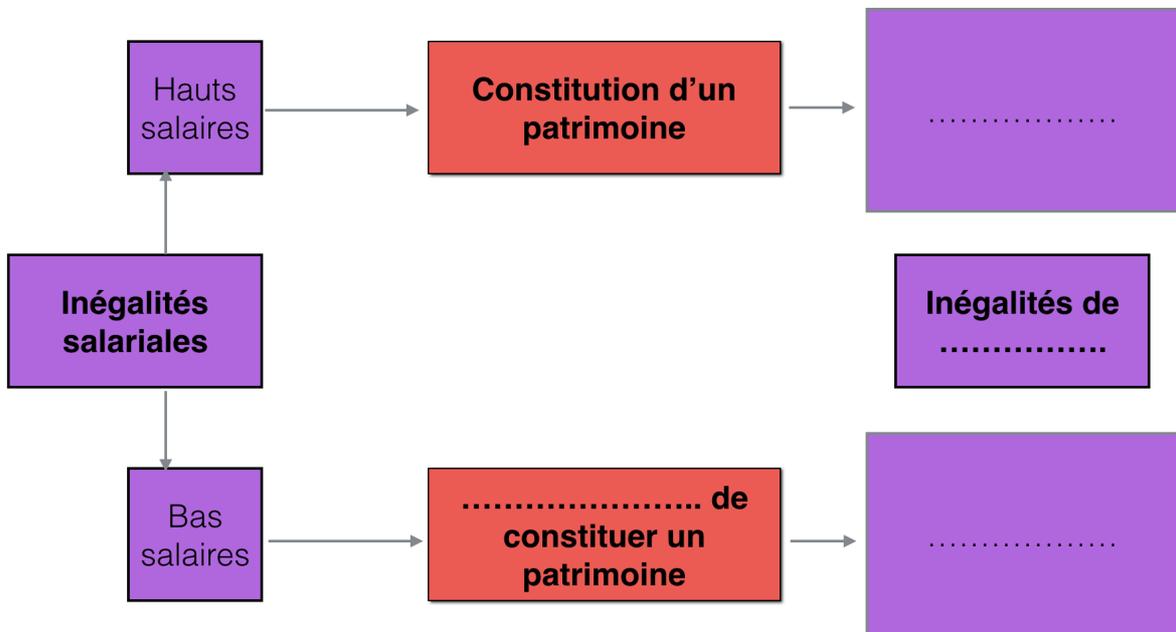
Document n°5 : Les inégalités liées au revenu de la propriété

Ces inégalités sont très importantes, car elles proviennent elles-mêmes de patrimoine très inégalement distribué : ainsi en France, les 10% des ménages les plus riches possèdent environ la moitié du patrimoine français. **Le phénomène est d'autant plus important qu'il comporte une dimension cumulative dans le temps qu'il va de plus souvent de pair avec des revenus salariaux élevés et qu'il combine tous les ressorts permettant l'accumulation.**

Au total la question des inégalités pose deux autres types de question :

- La première est relative à l'évolution de ces mêmes inégalités. D'une façon générale, on peut considérer qu'après une période de réduction sensible des inégalités qui va jusqu'au milieu des années 1980, on assiste à une stabilisation et même à un certain accroissement des écarts, en raison pour l'essentiel des revenus tirés de la propriété et du patrimoine qui bénéficient mécaniquement aux ménages les plus aisés.
- La deuxième est celle de leur justification. Certains économistes expliquent ainsi les différences de rémunérations par des différences d'investissement en formation. A l'inverse, d'autres insistent sur les dangers d'inégalités excessives pour l'équilibre social.

Titre du schéma :



📖 Questionnement :

- ✍ Expliquer la phrase en gras dans le document n°4.
- ✍ Compléter les mots manquants dans le schéma ci-dessus puis donner un titre à ce dernier.

II- Programme de terminale : Pourquoi mener une politique sociale ?

A. L'objectif de justice sociale

A.1. Qu'est-ce que la justice sociale ?

Document n°6 : Définition de la notion de justice sociale

La justice sociale est une construction morale et politique. En ce sens, elle est le résultat d'une série de choix collectifs sur ce que doivent être les clefs de répartition entre les membres d'une société. La justice sociale s'appuie donc sur des principes comme l'égalité des droits ou l'équité des situations, principes découlant de valeurs de la société, pour déterminer les formes de solidarités collectives.

La justice sociale représente donc, à un moment donné, l'ensemble des choix qui vont régir la définition des droits et devoirs sociaux, et en résultat, les règles sociales de répartition ou de redistribution.

Devant les inégalités de revenus et de patrimoine, l'État met en œuvre une politique sociale dans un souci de justice sociale.

A.2. Exemple de mise en œuvre du principe de justice sociale



Navigation menu: Accueil, Papiers - Citoyenneté, **Famille**, Social - Santé, Travail, Logement, Transports, Arg.

Search bar: ex. : Passeport, mairie de Montreuil, acte de naissance...

Accueil particuliers > Famille > Allocations destinées aux familles > Allocations familiales (famille de 2 enfants ou plus)

Fiche pratique



Allocations familiales (famille de 2 enfants ou plus)

Vérfifié le 01 avril 2018 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre)

Les allocations familiales sont versées aux personnes ayant au moins 2 enfants de moins de 20 ans à charge. Le montant des prestations dépend des ressources, du nombre d'enfants à charge et de leur âge. Les allocations sont versées tous les mois.

Questionnement :

-  Comment peut-on expliquer le fait qu'un ménage puisse percevoir des prestations familiales ?
-  Comment appelle-t-on ce mécanisme ? A quel principe peut-il être rattaché ?

B. La réduction des inégalités en France

B.1. Les différents types d'inégalités et leur formation

Comment se forment les inégalités en France ?

Document n°7 : Définition et origine des inégalités par Daniel Martin

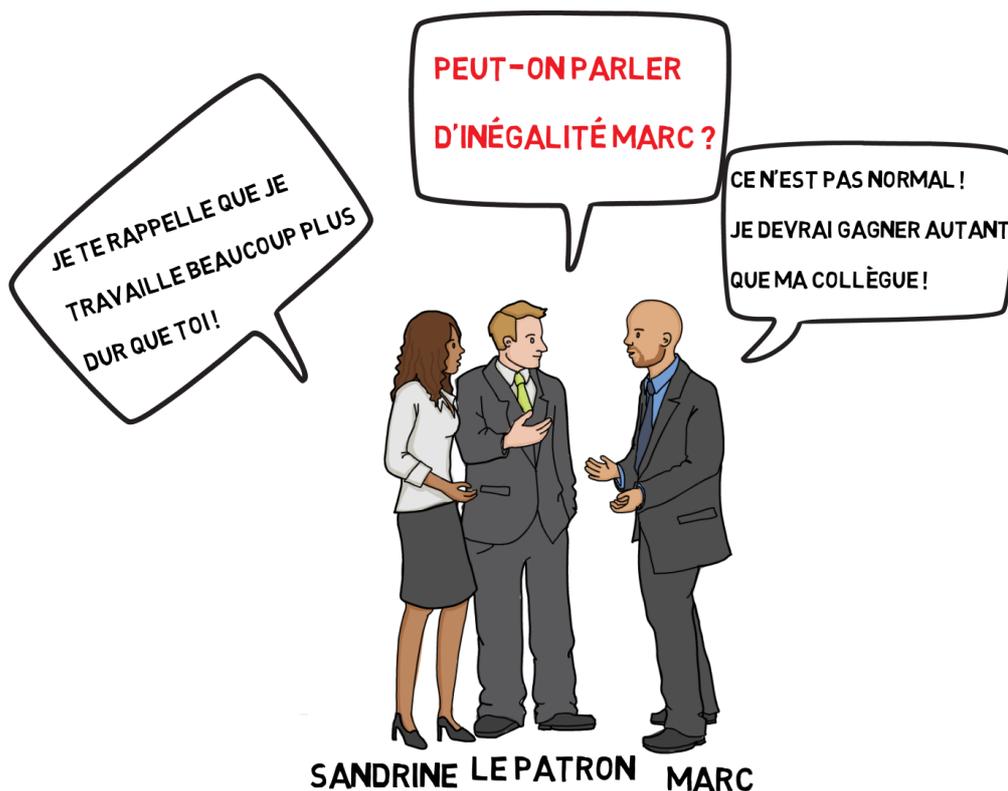
Une société humaine offre aux gens qui y vivent des ressources. Certaines de ces ressources sont matérielles, comme les revenus du travail, d'autres sont des services comme l'enseignement et la sécurité, d'autres enfin sont des contextes de vie.

On parle d'inégalités lorsque la distribution d'un type de ressource entre les membres d'une société n'est pas égale ; certains membres disposent alors d'une quantité ou d'une qualité de cette ressource supérieure à d'autres, et ceux qui sont moins bien pourvus ressentent une injustice.

Une inégalité peut provenir d'une **différence de comportement entre personnes** : si Pierre gagne plus que Paul parce qu'il travaille plus, leurs revenus sont certes inégaux, mais on ne parlera pas d'inégalité parce qu'il est juste que celui qui travaille plus gagne plus. Il n'y a inégalité que lorsque la différence d'accès à une ressource dépend de la société, c'est-à-dire de ses lois économiques, sociales, ou autres.

L'inégalité peut provenir de **différences naturelles entre personnes**. Si Pierre a une voix exceptionnelle lui permettant de vivre comme chanteur, même s'il ne travaille pas plus d'heures par jour que Paul, qui est ouvrier, il gagnera davantage. L'inégalité provient alors d'une différence naturelle d'aptitudes. Plus précisément, Pierre profitera de ce que la rareté de son talent fait qu'on paie celui-ci davantage que celui de Paul. C'est ainsi que des sportifs de haut niveau ou des acteurs de cinéma gagnent beaucoup plus que la plupart de leurs concitoyens sans qu'il y ait une injustice sociale à cette inégalité.

Enfin, l'inégalité peut provenir de **différences dues à la nature** : les agriculteurs de la Beauce bénéficient d'un sol bien plus fertile que ceux de Lozère ; les Corses jouissent d'un climat plus agréable que les Normands.



- ✎ Donnez-vous raison à Marc ? Est-il injuste dans cette situation que Marc perçoive un salaire inférieur à celui de sa collègue, sachant que cette dernière réalise plus d'heure ?

Appuyer votre réponse à partir du document n°7.

🔑 Les différents types d'inégalités en France

Document n°8 : France, les inégalités se creusent sous l'effet de la crise

C'est l'effet direct de la crise. Les revenus ont baissé et les inégalités se sont creusées dans la plupart des pays de l'OCDE entre 2007 et 2010, alerte l'Organisation internationale dans un rapport publié ce mercredi. Sur ces trois années, ils ont diminué en moyenne de 2% au sein de la zone tandis que l'écart de revenu entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres est passé de 9,4 fois à 9,8.

Dans l'Hexagone, la situation sociale tend aussi à se dégrader malgré un État providence qui reste parmi les plus généreux et qui a longtemps permis d'atténuer les inégalités. La France consacre 10% de son PIB aux dépenses sociales (allocations chômage, aides à la famille, pensions de réversion...), ce qui en fait le 7e budget le plus élevé de l'OCDE devancé par la Finlande, le Danemark et la Suède. Les transferts sociaux, qui contribuent pour deux tiers à réduire ces inégalités contre un tiers pour les impôts, ne suffisent plus à compenser la dégradation de l'emploi et la montée du chômage.

Les inégalités recouvrent non seulement l'accès aux richesses matérielles (revenus et patrimoines), mais aussi aux ressources immatérielles comme la maîtrise du savoir, la santé, le pouvoir social ou politique. Si la tendance a longtemps conduit à une réduction des inégalités, le mouvement semble aujourd'hui interrompu, renforçant

certaines clivages sociaux comme l'inégalité d'accès à l'emploi et la permanence de la pauvreté. Le développement de l'individualisme semble avoir affaibli les aspirations à une société plus égalitaire.

✎ Quelles sont les deux inégalités évoquées dans le document n°8.

✎ Classez-les dans le tableau ci-dessous.

Types d'inégalités	Sociales	Economiques
Exemples
	Maladie	Patrimoine
	Vieillesse	

B.2. Apprécier les inégalités de revenus en France

🔑 Mesure des inégalités de revenus par décile

Déciles (10% des français)	Limites des tranches (déciles) en euros par an ³	Revenu moyen dans la tranche en euros par an ⁴
D1 (premier décile)	<10 012	7 698 (A)
D2	10 012 et 12 403	11 253
D3	12 403 et 14 363	13 391
D4	14 363 et 16 201	15 297
D5	16 201 et 18 165	17 132
D6	18 165 et 20 316	19 220
D7	20 316 et 22 969	21 565
D8	22 969 et 26 624	24 698
D9	26 624 et 33 896	29 768
D10	>33 896	50 778 (B)
Rapport D9/D1 et Rapport B/A	3,39	6,6

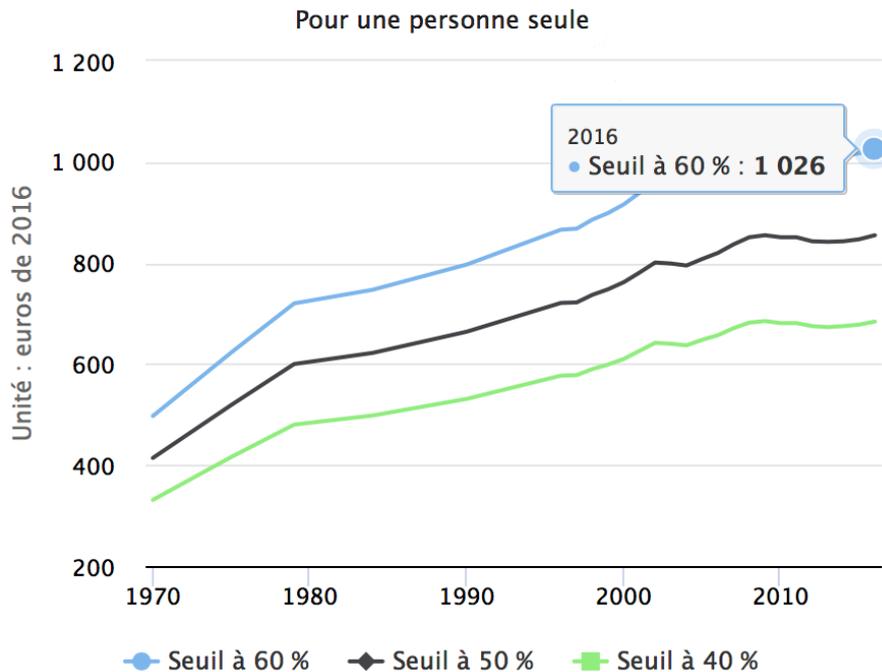
✎ Comment lisez-vous la ligne D7 du tableau ci-dessus ? la dernière ligne ?

✎ Que permet de constater la répartition du revenu en France par décile ?

C. La lutte contre la pauvreté

C.1. Que signifie le terme « pauvre »

Évolution des seuils de pauvreté mensuels



Ces données tiennent compte de l'inflation. France métropolitaine.
Source : Insee - © Observatoire des inégalités

Document n°9 : Pauvreté en France

En France, selon le seuil de pauvreté adopté, un individu est considéré comme pauvre quand ses revenus mensuels sont inférieurs à 855 euros (seuil à 50 % du revenu médian) ou à 1 026 euros (seuil à 60 %).

Entre 2009 et 2014, le seuil de pauvreté a diminué du fait de la baisse du niveau de vie médian. Le seuil à 60 % a perdu 15 euros et le seuil à 50 %, 12 euros. Après cinq années de baisse (2008-2013), les seuils de pauvreté se redressent de quelques euros par mois en 2015 et 2016, pour retrouver leur niveau de 2009.

- ✎ Quel était le revenu médian en France en 2016 ? (Retrouvez-le par le calcul)
- ✎ En France, en 2016, à partir de quand est-on considéré comme pauvre ?
- ✎ Comment évolue la pauvreté depuis 2009 ?
- ✎ Selon vous, quelle catégorie de personne est la plus touchée par la pauvreté et l'exclusion ?

III – Comment la politique sociale menée par l'Etat se concrétise-t-elle

A. La protection sociale, deux logiques bien différentes

A .1. Principes généraux de la protection sociale

Document n°10 : Qu'est-ce que la protection sociale ?

Après la seconde guerre mondiale, de nombreux pays industrialisés ont mis en place des systèmes de couverture contre différents risques sociaux (maladie, vieillesse, chômage, etc.) dont l'ensemble constitue la protection sociale.

Définition : La protection sociale désigne l'ensemble des institutions et des mécanismes de prévoyance collective qui garantissent des ressources aux personnes ayant à faire face à des risques sociaux.

-  Quel est l'objectif général de la protection sociale ?
-  Pourquoi parle-t-on de mécanismes de prévoyance ?

Document n°11 : Un système de protection obéissant à deux logiques

Une logique dominante qui est celle de l'**assurance** où l'ouverture des droits sociaux est liée aux cotisations sociales versées. C'est un système d'assurance obligatoire et fonctionnant sur un principe de solidarité (redistribution des actifs vers les inactifs, des bien portants vers les malades, etc.) ;

Une logique **d'assistance** qui autorise le versement d'un minimum de ressources indépendamment des versements effectués. Cette orientation a été développée plus tard avec des dispositifs tels que le revenu minimal d'insertion (RMI) remplacé depuis 2009 par le revenu de solidarité active (RSA) ; elle fait l'objet en France d'un financement par l'impôt.

Dans ces conditions, on parle souvent d'un dualisme du système de santé.

-  Quelles sont les deux logiques auxquelles obéit la protection sociale ?
-  Distinguez ces deux logiques.

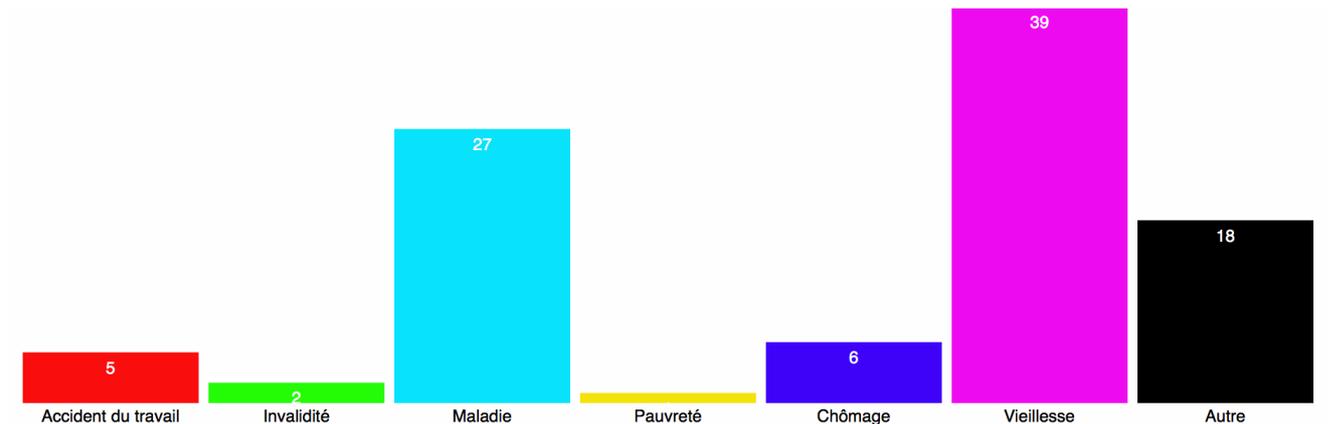
A.2. Comment est assurée la protection sociale ?

Document n°12 : La Sécurité sociale, garant de la protection sociale en France

La protection sociale contre les différents risques est de la responsabilité de la Sécurité sociale et de son organisme collecteur, l'URSSAF à l'exception du risque chômage qui relève lui de l'assurance chômage (Pôle emploi).

La sécurité sociale désigne l'ensemble des organismes chargés en France de collecter les cotisations sociales et de verser les prestations sociales concernant les risques maladie, invalidité, famille, vieillesse.
(Date de création de la Sécurité sociale : 1945)

Graphique répartition des prestations en nature (Donnée 2010 en %)



Les différents risques sociaux et leur couverture



- ✎ Quelles sont les principaux risques que doit couvrir la Sécurité Sociale ?
- ✎ Quels sont les différents risques sociaux ?
- ✎ Rechercher pour le risque vieillesse :

Logique d'assurance :

Logique d'assistance :

B. Le financement de la protection sociale : Qui, comment ?